



Nicolas Sarkozy au sommet de l'ONU sur le climat : "Il faudra payer pour les pays les plus vulnérables"

LEMONDE.FR avec Reuters | 22.09.09 | 17h27 • Mis à jour le 22.09.09 | 17h56

Le président Nicolas Sarkozy a proposé, mardi 22 septembre, la tenue d'un sommet des grandes économies en novembre pour faire le point de leurs engagements en matière de lutte contre le réchauffement climatique afin de favoriser le succès de la réunion de Copenhague, en décembre. *"Face à la complexité de la situation, un nouveau sommet avant Copenhague est nécessaire,"* a-t-il plaidé à l'occasion d'un mini-sommet sur le climat organisé à l'ONU.

"La France propose que les chefs d'Etat des grandes économies, qui représentent 80 % des émissions et qui avaient bien travaillé en juillet à L'Aquila, se retrouvent à la mi-novembre. Il leur reviendrait de préciser leurs engagements pour assurer le succès de Copenhague," a ajouté le chef de l'Etat.

PUBLICITE



Il a appelé les pays émergents à contribuer à cette sauvegarde de la planète. *"Nous devons décider pour la planète (...) Il faudra payer pour les pays les plus vulnérables et il n'y a pas d'autres choix."*

Le président a insisté : *"Personne n'aura à choisir entre le chômage et l'environnement."* *"Je veux qu'on mette en place un mécanisme efficace pour financer ceux qui en ont besoin."* S'adressant aux pays émergents, il a ajouté : *"Soyez au rendez-vous de la protection de la planète (...) Soit on y va tous ensembl... soit on y va pas et, dans ce cas, on sera obligé de créer une taxe carbone aux frontières de l'Europe."* Nicolas Sarkozy a enfin proposé : *"Créons une organisation mondiale de l'environnement",* avant de conclure : *"Prenons nos responsabilités."*

Réunis en juillet à L'Aquila (Italie), les pays du G8 s'étaient mis d'accord sur le principe d'une réduction d'au moins 50 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre d'ici à 2050 par rapport à leur niveau de 1990. Ils étaient en outre convenus d'une réduction d'au moins 80 % d'ici à 2050 des émissions des seuls pays industrialisés et s'étaient engagés à mener des efforts *"de façon comparable"* et à définir entre eux des trajectoires pour diminuer ces émissions.

